

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS:

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	30 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Etranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR:

ANDRÉ ZUCKER.

INSERTIONS:

Annonces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
Annonces 3 ^{re} page.....	6 » la »
Insertions, corps du journal.....	143 » la »

La Livre Turque à p. 100.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et Co, à Vienne, I Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Mico, 139-140 Fleet Street.

TÉLEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET Co

Autriche-Hongrie.

Vienne, 19 janvier 7 h. 28 m. soir.
Obligations Rouméliennes... fl. 17.75
Pièce de 20 francs..... » 10.01
Agio..... » 117.30
Change sur Londres..... » 125.60
Calme à la Bourse. Les livres turques effectives ont été très recherchées ; on les a payées jusqu'à fl. 11.43.
Les ministres partiront incessamment pour Pesth, à l'effet de s'entendre sur la question de la Banque.

France.

Paris, 19 janvier.
5% ottoman..... fr. 11.55
Obligations Rouméliennes... » 35.25
Clôture meilleure.

Angleterre.

Londres, 19 janvier.
Les journaux sont unanimes à considérer comme possible la continuation des négociations pacifiques, même après le rejet par le conseil national des deux dernières propositions des puissances.

Italie.

Rome, 19 janvier.
Le journal l'Italie dément la nouvelle publiée par l'agence Havas, d'après laquelle le cabinet italien favoriserait l'indépendance de la Régence de Tunis.

Grèce.

Athènes, 18 janvier.
La souscription à l'emprunt national est ouverte depuis le 14 de ce mois. On constate un grand empressement de la part de tous.

Turquie d'Europe.

Dardanelles, 19 janvier.
Ce soir, à 8 heures, le bateau des Messageries maritimes, portant le courrier de France, est parti pour Constantinople.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P. 12.14
En ce moment..... » 12.14
Obligations Rouméliennes... fr. 33.25
Papier-monnaie—L. T. 100 P 455.20

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

20 Janvier 1877.	
Lever du soleil.....	7 h. 23 m.
Coucher.....	5 » 0
Temps moyen à midi apparent.....	42 » 41.25
Id à la turque à midi moyen.....	6 » 53
8 heures du matin.	
Baromètre.....	768.2
Thermomètre.....	3.8
Minima.....	3.5
Maxima de la veille.....	5.5

Direction et force du vent N. assez-forcé.

NOUVELLES DU JOUR.

Les députés de la jeunesse hongroise ont fait, avant-hier, visite à S. A. le Chéikh-ul-Islam. Le même jour, ils ont également fait visite à Mahmoud pacha, grand maître de l'artillerie, et à Edhem pacha, président du Conseil d'Etat. Ils ont reçu partout un accueil des plus sympathiques.

Hier, les députés hongrois sont allés voir la cérémonie du Sémalik. Ils avaient pris place dans le Pacha-dairassi au palais et, au passage du cortège impérial, ils ont acclamé en langue turque S. M. le Sultan.

Au retour, les voitures des députés se sont rencontrées avec le cortège impérial qui rentrait au Palais.

Les jeunes hongrois, mettant pied à terre, ont de nouveau salué, avec leurs sabres, Sa Majesté, qui a bien voulu charger Son premier aide de camp, Hafiz pacha, d'exprimer aux Hongrois Ses remerciements.

Aujourd'hui, les députés sont invités à déjeuner à l'école militaire de Pancaldi.

Constant pacha, metessarif de Gatchko, en Herzégovine, est arrivé hier dans notre ville par le bateau de Trieste.

Don Carlos avec sa suite, composée de quatre personnes, venant d'Athènes est arrivé, hier matin, à bord du courrier de Trieste, dans notre ville.

Son Altesse et sa suite sont descendues à l'Hôtel d'Angleterre.

Le Château-Renaud, aviso français, qui se trouvait en dernier lieu à Smyrne, est arrivé ce matin dans notre port pour se mettre à la disposition de M. l'ambassadeur de France.

Le cuirassé Fethi-Bulend, qui était en station à Salonique, est rentré, avant-hier, à Constantinople.

Le Mevridi Nusret a chauffé, avant-hier, pour Mersine, où il embarquera

trois bataillons de rédifs, à destination du Danube.

M. le comte de Comondo, ayant demandé par lettre à Safvet pacha, ministre des affaires étrangères de soutenir dans la Conférence la cause des Israélites en Orient, a reçu de Sadyk pacha, ambassadeur à Paris, une réponse dont nous extrayons le passage suivant :

Le ministre des affaires étrangères de Turquie s'associe aux déclarations que je vous ai déjà faites moi-même et proclame hautement que les réformes promulguées s'appliquent aux Israélites au même titre qu'aux membres des autres confessions en Turquie. Les intentions généreuses de S. M. I. le Sultan, fidèlement traduites par le texte même des lois organiques, sont formelles à cet égard. Mon auguste souverain et ses conseillers poursuivent une œuvre qui ne comporte pas d'exception et qui tend à l'amélioration de l'état moral, politique et économique de tous les éléments vivant sur le même sol, par une assimilation complète au point de vue des droits et des charges. Les efforts de la Sublime Porte seront invariablement dirigés vers ce but, et le gouvernement impérial s'appliquera à faire triompher, partout où son action peut s'exercer, les principes d'égalité, de solidarité et de concorde qui constituent la pensée fondamentale de la politique qu'il a inaugurée.

Nous recevons la note suivante de M. Manasse, ex-directeur du Théâtre Français à Constantinople :

Monsieur le Directeur,
Veuillez avoir la bonté d'insérer dans votre journal que j'ai fait une tournée en France pour étudier et prendre note des artistes, pour préparer le nouveau répertoire et que je retournerai à Constantinople pour y réorganiser le théâtre pour l'année prochaine.
J'ai l'honneur, etc. MANASSE.
Paris, 7 janvier 1877.

Plusieurs de nos confrères de la localité n'ont publié qu'hier, 19 du courant, la circulaire adressée par Safvet pacha aux représentants ottomans à l'étranger relativement à la Constitution. Nous ferons à ce propos cette unique remarque que la Turquie avait donné cette circulaire à ses lecteurs, dès le 5 de ce mois.

La présence des plénipotentiaires laissera dans notre ville des souvenirs mémoires judiciaires. Le haut rang met quelquefois à l'abri contre les atteintes de la loi. Mais quelque grand seigneur, quel que noble dame que l'on soit, on ne peut empêcher son nom de figurer dans le dossier des chancelleries.

Vendredi prochain, le tribunal consulaire de France aura à se prononcer sur un cas très-rare dans notre pays. Il s'agit d'une demande en interdiction du fils de l'une des notabilités financières, demande faite par ses parents.

L'audience sera publique.

Hier, vers 10 heures du soir, un incendie a éclaté à Scutari dans le quartier de Noh-Couyoussi. Le feu a été promptement maîtrisé.

Des voyageurs arrivés de Smyrne rapportent le fait suivant :

Des matelots du Château-Renaud se trouvaient dans un café de Smyrne où ils buvaient tranquillement du vermouth. Des marins allemands venant à passer firent une observation à laquelle les matelots français ont répondu. Un sous-officier allemand aurait dit alors ces mots : « Quoi ! Vous osez encore parler ? » Là-dessus un matelot français saisissant la bouteille de vermouth qui était sur la table la lança à la tête de l'insulteur qui tomba raide mort.

Le Messager officiel parlant de l'état sanitaire de l'armée du Sud, donne la curieuse statistique que voici :

Parmi les malades, les principales maladies donnent les rapports suivants à 1000 : affections des yeux et fièvres, 170 ; affections syphilitiques, 140 ; maladies catarrhales, 90 ; maladies typhiques, 30 ; maladies inflammatoires, 20 ; le reste des maladies sont des cas accidentels d'affections qui se présentent constamment dans les troupes.

Ces simples chiffres se passent de tout commentaire.

Un sermon de charité, en faveur de l'œuvre des pauvres malades délaissés, sera prêché par M. Salvary, préfet apostolique, dimanche 21 janvier, dans l'église de St-Antoine, à 10 heures du matin.

La messe sera faite par M^{me} Marroin, M^{me} Kuhlmann, M^{me} Noblet et M^{me} Tramezzani.

ACTES OFFICIELS.

Nominations—Promotions.

Par ordonnance impériale :
Chehab bey, lieutenant-colonel de l'état-major du corps d'armée de Nisch, est promu au grade de colonel.

Le major Vessim bey, est nommé lieutenant-colonel de l'état-major du corps d'armée de Nisch.

Hakki effendi, major du 1^{er} bataillon du 3^{me} régiment des rédifs du 4^{me} corps d'armée, est nommé lieutenant-colonel du 5^{me} régiment d'infanterie de ligne du 4^{me} corps d'armée.

Mohmed Hattî effendi et Mehmed Chukî effendi, aides de camp de l'Emir de la Mecque, sont promus au grade de major ;

Hadji Mehmed agha, adjudant-major du 1^{er} régiment de Bosnie, est nommé major du 5^{me} des chasseurs du 3^{me} corps d'armée ;
Omer agha, adjudant-major des artilleurs de Kars, est promu au grade de major ;
Ahmed Zuhdi effendi, officier d'artillerie, est nommé major du 2^{me} bataillon d'artillerie nouvellement créé à Erzeroum ;
L'adjudant-major Khalil effendi, médecin vétérinaire de l'artillerie du 3^{me} corps d'armée, est promu au grade de major ;
Mehmed Raîf effendi, adjudant-major, est nommé major au 4^{me} régiment des rédifs du 5^{me} corps d'armée.

LE CONSEIL EXTRAORDINAIRE.

Dans notre compte-rendu d'hier sur le conseil extraordinaire de jeudi dernier, nous avons promis de reproduire quelques-uns des discours prononcés par les personnages qui ont pris part à cette assemblée.

Ainsi que nous l'avons dit, S. A. le Grand-Vézir ayant observé que les chrétiens, enfants de la Turquie au même titre que les musulmans, n'avaient pas encore parlé, a exprimé le désir de connaître leurs sentiments. Plusieurs membres musulmans ont alors interpellé Savas pacha, recteur de l'université et entre autres, Abbedin bey, commissaire de la Bourse, qui s'est écrié : « Savas pacha où es-tu ? Pourquoi restes-tu silencieux ? Pourquoi es-tu indifférent au sort de notre chère patrie ? »

C'est alors que Savas pacha s'est avancé et a improvisé le discours suivant :

« Ce n'est pas par timidité, ni par indifférence pour notre chère patrie que je me suis tu jusqu'à présent. Je connais le devoir de tout homme d'honneur envers la patrie et j'ai toujours montré que je sais le remplir au risque de ma vie. Je me suis tu, parce que des orateurs plus autorisés que moi plaident la cause commune. Mais, puisque vous m'interpelez et puisqu'il faut que je devienne l'interprète du sentiment qui anime, j'en suis certain, tous mes coreligionnaires, je le ferai, en répondant à deux des plus importants points du discours de S. A. le Grand-Vézir, points qui sont restés jusqu'ici sans réponse. »

« Son Altesse se préoccupe à juste titre de l'effet que produira sur l'opinion publique européenne le rejet des dernières propositions de la Conférence. Son Altesse a parfaitement raison, et cette préoccupation nous prouve toute la supériorité de son intelligence, toute l'étendue de son patriotisme. En effet, il n'y a au monde rien d'aussi puissant que l'opinion publique.

« Elle renverse les trônes et fait incliner devant elle les puissances. Mais l'opinion publique européenne est juste, car les populations de l'Europe sont généreuses et leurs sentiments équitables. Si nous nous préoccupons donc de l'opinion publique de l'Europe, et nous devons le faire, si nous voulons avoir avec nous l'opinion des nations civilisées, il faut que nous nous présentions devant elle avec notre honneur sauf et entier. Je suis persuadé que quand l'Europe verra la nation ottomane toute entière prête aux plus grands sacrifices, prête à subir les plus grandes calamités et les plus cruelles épreuves pour sauver son indépendance et l'honneur de son souverain, je suis sûr, dis-je, que l'Europe saura apprécier notre héroïsme et que l'opinion publique se rangera de notre côté. Au contraire, si des préoccupations d'un ordre matériel, si la conservation du bien-être quand même était notre devise, l'Europe nous désapprouverait et l'opinion de ses masses nous accablait de son mépris. Partant de ces principes et ne voyant aucune issue honorable pour notre gouvernement dans les circonstances actuelles, j'appuie de toute ma force les conclusions des honorables préopinants, je propose le rejet pur et simple des propositions de la Conférence.

« Je suis sûr que l'Europe entière, voyant l'unanimité et l'accord fraternel qui règne parmi les Ottomans, sans exception de race et de religion, voyant la foi que ce peuple, né depuis hier à la vie constitutionnelle, a dans ses institutions fusionnistes et égalitaires, rejettera les préventions que les calomnies de nos ennemis traditionnels ont fait naître à notre égard, et nous accordera toute la sympathie dont un peuple qui lutte contre un plus fort est digne. Je n'ai pas fini, Messieurs ; il me reste à répondre à un autre point non moins important du discours de Son Altesse. Dieu, qui est juste, préservera, j'espère, la nation ottomane des dangers et des calamités dont le chef du cabinet impérial vient de nous tracer un tableau si saisissant. Mais si une injuste fatalité nous réservait les plus cruelles épreuves, je crois ne rien préjuger en disant à S. A. de la part de tous les citoyens ottomans que nous saurons vaillamment supporter l'adversité.

« Jamais, au grand jamais, la bouche d'un ottoman ne s'ouvrira pour récriminer sur la décision que nous allons prendre aujourd'hui pour sauver notre honneur. Si une seule bouche devait

s'ouvrir pour médire des intentions du grand patriote qui dirige le sort de l'empire et qui possède la confiance et l'amour de tous, cette bouche nous la déclarons aujourd'hui maudite et sacrilège, nous la vouons à l'anathème. »

Après ce discours, le délégué du patriarcat oecuménique, Mgr de Cyzique, a dit qu'il adhère de la part du patriarcat aux paroles prononcées par Savas pacha.

Ensuite, le Révérend Père Enfidjian, prêtre arménien-catholique, a prononcé le discours dont voici la traduction :

« Effendis,

« Les cendres de nos ancêtres et de nos pères reposent en commun depuis cinq siècles dans cette terre de la patrie. Notre premier devoir consiste dans la défense de ce sol qui nous est échu en héritage. La mort est une loi naturelle. L'histoire nous fait voir l'apparition et la disparition de la scène du monde de plusieurs grands Etats. Nous n'avons rien à nous reprocher de la Providence ont fixé jusqu'à ce jour seulement l'existence de notre empire. Mais il y a une grande différence entre l'alternative de s'éteindre déshonoré ou de succomber honorablement. Si nous devons mourir d'une balle meurtrière, nous ne devons pas renoncer pour cela à l'honneur de recevoir la balle en pleine poitrine plutôt que dans le dos. Au moins, dans ce cas, nous serons dignes de figurer dans l'histoire qui racontera nos exploits aux générations futures.

« Nous étions jadis un corps inerte. Une Charte a été promulguée pour la vivification et la consolidation de ce corps. C'est pour la première fois que nous sommes invités à ce conseil. Notre présence témoigne de l'application de la Charte faite pour unir les diverses parties de ce corps. Nous en remercions S. M. le Sultan et les ministres de la Sublime Porte. Désormais, nous devons encourager et développer ce sentiment d'union et de concorde. La religion est une question qui concerne la conscience. Que le musulman aille à sa mosquée et le chrétien à son église. Mais sur le domaine de la politique nous sommes unis.

« Nous sommes solidaires des profits et des pertes. Aujourd'hui le départ des ambassadeurs a pour motif apparent la protection des chrétiens. Il se peut que dans les provinces des gens malveillants trompent les ignorants en leur faisant croire que tout ce que l'Etat souffre est à cause de ces chrétiens, ce qui pourrait donner lieu à des malheurs. Il est donc du devoir des hommes sages de chaque parti de prévenir ce mal. Nous prions donc S. A. le Chéikh-ul-Islam ainsi que tous les oulémas de déployer de leur côté tous leurs efforts pour l'obtention de ce but.

« Nous avons le devoir de travailler à la conservation de ce grand empire ottoman. Tous les peuples de l'empire, Musulmans et Chrétiens, doivent s'ensevelir sous ses décombres s'il était destiné à tomber. Si des flots de sang ont coulé lors de la conquête de Constantinople, aujourd'hui nous ne devons céder notre ville qu'après avoir versé plus abondamment encore notre sang. Si nous persistons dans cette idée, si nous travaillons pour ce but, il est tout naturel que l'opinion publique de l'Europe nous sera favorable. La situation actuelle résulte de ce qu'en temps voulu nous n'avons pas travaillé dans un but d'union et que nous avons suivi une ligne de conduite vicieuse.

« Les propositions de la Conférence ne visent pas l'amélioration de la situation, mais notre désorganisation. Nous devons laver par notre sang la tache d'une pareille erreur, en nous consacrant à la défense de notre patrie. Oui ! les propositions de la Conférence ne sont que l'intervention dans nos affaires intérieures et la désorganisation. Comme petite preuve, je mentionne la question du transport des circassiens de Roumélie en Anatolie. S'ils sont nuisibles en Roumélie ne le seront-ils pas aussi aux chrétiens d'Anatolie ?

« En un mot, nous devons mourir plutôt que d'accepter des propositions faites par les étrangers avec arrière-pensée et exclusivement dans un but de projets inavouables. Par conséquent, nous rejetons absolument ces propositions. A la guerre qui va surgir nous ne devons pas donner un caractère de guerre religieuse. Ce sera une guerre pour la sauvegarde de la patrie. Donnons-nous donc la main les uns et les autres. »

LA DÉPUTATION HONGROISE.
Depuis leur arrivée à Constantinople les députés de la jeunesse hongroise ont reçu les adresses suivantes :

A la députation de la jeunesse hongroise.

Constantinople.

Torda (Transylvanie). — La jeunesse de la ville de Torda vous envoie ses félicitations ; elle vous prie en même temps d'être les interprètes de leurs sympathies auprès de la noble nation ottomane.

Pour la jeunesse de la ville de Torda, CHARLES DEZSY, OLIVIER NAGY, DYON VERESS.

Szathmar. — Nos salutations à vous,

à nos frères ottomans et surtout à très brave Abdul-Kérim pacha.

KISS, BOSZORMENYI, STANACKY, URAY.

Larospatak. — Les habitants de la ville de Larospatak prennent la liberté de vous prier de témoigner de leurs sympathies respectueuses au général Abdul-Kérim pacha. Que Dieu soit avec lui. Au nom des habitants de Larospatak, EMERIC VASS.

Szégetvar. — Nos chaleureuses sympathies suivront partout l'honorable Abdul-Kérim pacha. Faites-vous les interprètes de nos sentiments auprès de lui.

Les habitants de Szégetvar. Zenta. — Ville habitée par des Serbes et Magyars, qui vivent dans une entente parfaite.

L'union de la croix hongroise et du croissant est pour nous le plus beau des spectacles. La jeunesse entière de Zenta envoie ses félicitations aux frères ottomans.

A la députation de la jeunesse hongroise.

Constantinople.

La jeunesse arménienne de Szamos-Ujvár (Transylvanie) vous prie de témoigner de son admiration auprès de Son Altesse Midhat pacha, dont l'œuvre constitutionnelle démontre un esprit élevé, un libéralisme éclairé et une haute justesse dans les vues et dans le jugement sur les affaires politiques. Par cette Constitution, nos frères arméniens en Turquie jouiront d'une égalité parfaite avec tous leurs concitoyens. C'est pour cela que nous sommes heureux d'exprimer à Son Altesse nos très respectueux hommages. Acceptez pour nous-mêmes, Messieurs, nos félicitations sincères. Votre démarche vous honore.

La jeunesse arménienne de Szamos-Ujvár.

Beregszász. — Les habitants du département de Bereg désirent vivement s'associer directement à votre démarche et exprimer pour leur part encore une fois les sentiments de la nation tout entière : Vivent nos frères ottomans !

Les citoyens du département de Bereg.

Le Morning Post fait les observations suivantes sur Midhat pacha et les diplomates orientaux :

Si Midhat pacha ne recule point devant le général Igatiéw, pourquoi tremblerait-il devant lord Salisbury ? Cet homme d'Etat impétueux essaie de reproduire le langage énergique de lord Stratford Canning, mais pour faire prévaloir une politique qui serait approuvée par M. Gladstone. Nous craignons que, dans cette entreprise, le pléipotentiaire britannique ne se soit laissé alier à enfreindre, non-seulement les bornes de la politesse, mais encore les limites de ses instructions, et les rusés diplomates orientaux ont dû sans doute s'apercevoir de ses erreurs. Ils savent très bien que le ministre pour l'Inde n'a pas été envoyé à Constantinople pour menacer le Sultan. Ils ont souvent entendu répéter que l'Angleterre ne fera point la guerre pour les Turcs, mais ils savent aussi qu'elle ne la fera point contre eux. Ils se demandent au délégué britannique que de se tenir tranquille et de leur laisser libre jeu et ils ne sont nullement préparés à accepter, même de la bouche de lord Salisbury, l'assurance que le cabinet de St-James a l'intention de se mettre à la remorque du général Ignatiéw.

On lit dans le Journal des Débats du 12 de ce mois :

La Conférence de Constantinople doit se réunir aujourd'hui ; nous saurons demain sans doute ce qu'elle aura décidé. Nous souhaitons vivement qu'elle ait pu se mettre d'accord avec la Porte, et nous n'avons jamais eu l'intention, bien qu'on nous en ait attribué la pensée, d'encourager celle-ci dans une résistance obstinée. Si nous avions donné ce conseil à la Porte, il faut avouer qu'elle l'aurait mal suivi, puisqu'elle a fait déjà des concessions assez nombreuses. Nous avons applaudi à ces concessions ; nous en avons demandé de nouvelles, en nous bornant à désirer qu'elles ne vinssent pas d'un seul côté. Ce n'est pas en consultant nos préférences intimes que nous avons dit notre avis sur toutes les péripéties des événements d'Orient. A quoi bon consulter nos préférences puisque nous ne pouvons pas les faire prévaloir ?

A quoi bon les proclamer bien haut puisqu'elles ne peuvent pas sortir du domaine platonique ? Nous nous sommes bornés à préférer la paix à la guerre, et ce sentiment est si vif que nous serions prêts à adopter un programme absolument quelconque, pourvu qu'il réunit l'adhésion de tout le monde et qu'il mit fin à la crise terrible qui menaçait l'Europe. Mais ce n'est pas à nous, simple journal, et ce n'est pas non plus à la France malheureuse qu'il appartient d'imaginer des solutions. Nous n'avons pas pour le moment de rôle actif à jouer en Orient, mais nous avons le droit d'exercer notre jugement et nous

tre critique sur les solutions diverses qui sont proposées. Qu'avons-nous fait ? Nous avons dit d'abord : les Russes n'accepteront pas ceci, et puis : les Turcs n'accepteront point cela. Nous sommes-nous trompés sur les faits, et avons-nous jamais raisonné sur autre chose que sur les faits ? C'est pourquoi les reproches qu'un de nos confrères nous a tout récemment adressés nous ont paru injustes, et nous ne pouvons pas laisser écrire dans un journal important, avec lequel nous nous sommes trouvés maintes fois d'accord, que nous avons attaqué les décisions de la Conférence.

Comment ne pas protester contre ce reproche ? Nous, déclarer inacceptables et ridicules les décisions de la Conférence ! Nous avons pu dire, tout au plus, que les Turcs ne les adopteraient pas, ce qui est différer ; pour notre compte, nous voudrions qu'on acceptât tout, et, quant au ridicule, on nous a habitués à le prendre plus au sérieux et à le traiter avec la considération à laquelle le succès lui donne droit bien souvent. Mais comment aurions-nous pu traiter avec cette légèreté les décisions de la Conférence ? Les connaissons-nous d'une manière officielle ? Avons-nous jamais pu les juger qu'on fût ? Nous avons simplement critiqué la Conférence ce que nous en avons vu, sa façon de procéder, la tactique dont elle a usé, la forme qu'elle affecte ses résolutions, et aussi peut-être la conduite extérieure de certains plénipotentiaires dont nous attendions autre chose, de lord Salisbury, par exemple. Et pourquoi ces critiques ? Est-ce par amour de l'art que nous les avons exprimées ? Non, certes ! Nous aurions été les premiers à jeter un manteau sur les fautes de la diplomatie si ces fautes n'avaient pas dû produire leurs conséquences immédiates. Le résultat de ces fautes a été précisément d'encourager la Porte dans sa résistance. La Conférence préliminaire a pris des airs tranchants ; elle s'est érigée en tribunal pour juger la Turquie sans l'entendre, et prononcer une sentence irrévocable.

Des télégrammes d'origine quasi officielle nous assurent sans cesse que les décisions de la Conférence avaient le caractère d'un ultimatum auquel la Porte devait se soumettre sans le discuter. Eh bien, soit ! il n'y a pas de droit pour les Turcs ! Il n'y a pas de convenances à ménager avec eux ! Ils ne sont pas chrétiens, on n'est donc pas tenu de les traiter comme des hommes ! Mais alors, n'est-ce pas une vérité élémentaire que quiconque présente un ultimatum doit être préparé à le soutenir par la force en cas de refus ? Or la Porte savait que la Russie n'était pas prête à agir immédiatement, ne fût-ce qu'à cause de la saison. Il y avait d'autres causes encore, et il nous semble qu'on peut le dire sans offenser cette généreuse nation, qui est une très grande puissance militaire, et dont nous respectons profondément le souverain et l'armée : le czar est l'ami de la paix, l'armée est en pleine réorganisation. Enfin la Russie ne voulait pas se séparer de l'Europe, et l'Europe, — la Russie le sait, la Turquie s'en est doutée, — n'a jamais songé à intervenir en Orient par la force. Que devenait donc l'ultimatum de la Conférence, et faut-il s'étonner que la Porte ne s'en soit pas effrayée ? Un premier coup d'épée dans les boursouflures de ce sol nnel projet a produit un effet surprenant. Mais aussi, quelle nécessité avait la Conférence de proclamer ses demandes irrédutibles, puisqu'elle les a depuis successivement réduites ? Ce n'est pas des conseils comme les nôtres qui ont encouragé les résistances turques, c'est le succès même de la résistance, aussitôt qu'elle a été essayée. Le mal est fait, et l'on n'osera pas maintenant de l'esprit des Turcs qu'ils gagneront encore quelque chose à marcher, et très probablement ils ne se trompent pas. N'aurait-il pas mieux valu, dès le commencement, se préoccuper de la Porte, et se tenir en contact avec elle, la consulter sur ses intentions, examiner jusqu'à quel point on pouvait tenir compte de ses objections, en un mot négocier avec elle, et faire œuvre de médiation au lieu de s'ériger en tribunal mystérieux et impérieux, en Conseil des Dix jugeant à huis clos et prononçant un jugement dont on n'avait pas d'ailleurs assuré l'exécution. En opérant ainsi, on aurait pu aboutir à la rédaction d'un programme qu'on aurait présenté fermement à la Porte et qu'elle aurait pu accepter dignement. On n'y aurait pas inséré les articles qu'on a supprimés ensuite. On se serait trouvé en présence d'un négociateur bien disposé, et non pas d'un négociateur aigri jusqu'au désespoir. Tels sont les motifs qui ne nous ont pas permis d'approuver, les yeux fermés, la diplomatie de la Conférence ; nous les soumettons modestement à notre contradicteur, en lui faisant observer en outre qu'il a pris mal son temps pour parler d'un non possumus ture, puisqu'il est, malgré tout, notoire que si la Porte demande sans cesse des concessions nouvelles, elle en a fait déjà elle-même et qu'elle continue d'en faire. Attendons encore quelques heures : nous saurons bientôt ce qui aura été décidé dans la séance de ce

Avec les bases résultant de la décision du gouvernement turc, cette réduction aurait pu s'opérer tout entière pendant une année ou deux si le tonnage éprouvé l'accroissement que l'on prévoit. Et alors la diminution, pesant subitement sur un ou deux exercices, aurait pu considérablement nuire au crédit des finances. Au contraire, cette réduction se trouve répartie sur sept années, et les calculs de la Compagnie, établis d'après les probabilités les plus modérées, démontrent qu'il en ressortira un avantage pécuniaire notable pour l'ensemble des recettes. La convention a été laborieusement préparée; les intérêts de la Compagnie ont été discutés pied à pied, et le conseil a la conviction qu'il était, non-seulement impossible de faire mieux, mais dangeux de poursuivre plus loin les revendications. Le traité fait la part du feu, la sagesse commande de l'approuver.

Un autre actionnaire a demandé quelques explications sur les travaux que la Compagnie s'engage à effectuer et il a manifesté la crainte que ces travaux fussent de nature à diminuer les dividendes déjà si faibles des actions.

M. Ferdinand de Lesseps a répondu que ces travaux d'amélioration, devenus nécessaires, par suite de la transformation du matériel naval et de l'accélération du transit, avaient toujours été prévus par la Compagnie; qu'on en avait ajourné l'exécution tout le temps qu'il y avait eu hostilité avec les puissances maritimes, mais qu'il était impossible, sans compromettre la source même des recettes, de les retarder davantage si la paix était faite avec les intéressés. Il a ajouté qu'à son avis les moyens de trésorerie ne manqueraient pas pour les effectuer, sans nuire aux dividendes. Les premiers pourront être faits par imputation sur la réserve de la Compagnie qui dépasse maintenant 2 millions.

Les autres seront exécutés, soit au moyen d'un emprunt, soit par l'émission des 8 millions de bons trentenaires non émis, soit de telle autre façon que les circonstances pourront autoriser. D'ici là, il est tout à fait à prévoir que le tonnage du transit atteindra aisément 4 millions de tonnes; c'est l'opinion des armateurs les plus compétents de l'Angleterre. Or, avec ce trafic, la prospérité du canal est largement assurée et les dividendes seront toujours rémunérateurs.

Ces explications de l'honorable président ont déterminé le vote. La convention, comme nous l'avons dit, a été approuvée à l'unanimité moins quatre voix.

Après la clôture de la séance officielle, M. de Lesseps a donné quelques renseignements particuliers aux actionnaires sur le règlement de l'exercice 1876. Il a annoncé que les recettes avaient dépassé de 500,000 celles de l'exercice précédent, malgré la crise qui a sévi sur le commerce oriental et il a fait espérer que le dividende des actions pour cette même année, serait de 28 fr. impôt à déduire.

On s'est séparé, sur cette bonne nouvelle, à trois heures un quart.

GRÈCE.

NOUVELLES DIVERSES.

Athènes, le 13 janvier 1877.

M. le président de la Chambre avait convoqué les députés présents à Athènes au nombre de 120 environ pour mercredi. D'aucuns ont cru qu'il s'agissait de quelque communication extraordinaire, puisqu'il avait été décidé que le Parlement ne reprendrait ses travaux législatifs qu'après les fêtes de l'Épiphanie. Plusieurs députés, 80 environ, se rendirent à l'invitation du président, mais comme la Chambre n'était pas en nombre légal pour délibérer, ils se sont ajournés de nouveau après les fêtes.

Nous apprenons de source autorisée dit le *Messenger d'Athènes*, que la circulaire du comité central de la défense nationale a produit partout la meilleure impression. Les riches colonies de Londres, d'Alexandrie et de plusieurs autres grandes villes ont répondu qu'elles procéderaient à la formation de comités locaux pour réunir les souscriptions.

Le colonel Byzantios publie dans l'*Éphémère* un article où il raconte l'impression que la vue des troupes serbes, qui laissent beaucoup à désirer, avait fait sur lui à son arrivée à Belgrade. M. Byzantios dément, dans ce même article, l'assertion du *Monde russe*, organe du général Tcherniaïeff, qui avait avancé que l'officier hellène n'avait pas peu contribué à provoquer la querelle survenue entre le général russe et M. Nicolitch, ministre de la guerre de Serbie.

Le ministère des finances fait savoir au public que la souscription à l'emprunt de 10,000,000 de fr. est ouverte à partir du 2/14 janvier prochain. L'emprunt est divisé en 20,000 obligations de 405 francs chacune remboursables à 500 fr. par voie de tirage au sort. Les intérêts et l'amortissement sont garantis par les recettes du bureau de douane de Zante qui donne plus de 800,000 fr. par an au f. c. L'intérêt commencera à partir du 15/7 décembre dernier. L'emprunt émis à 81 cent 60 % d'intérêt sur la valeur nominale. Les souscriptions sont reçues pour la Grèce à la Banque Nationale et dans ses succursales, et à l'étranger chez MM. les correspondants de la Banque.

Les journaux d'Athènes annoncent la nomination de M. Saripolo, ancien professeur à l'Université, de membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques en remplacement de M. Mohl.

Dans sa séance de jeudi, l'Assemblée générale des actionnaires de la Banque Nationale a fixé à 119 dr. et 50 le dividende pour le second semestre de l'année qui vient de s'écouler. Ce dividende est de cinq drachmes environ supérieur à celui du premier semestre de la même année. La *Pistiotiki* a décidé de donner 7 fr. par action comme dividende du second semestre de 1876.

Le général Meredih Read, ministre des Etats-Unis, est arrivé à Athènes jeudi, 11 janvier, avec toute sa famille.

Le *Sylogos Parnassos*, qui a déjà beaucoup fait avec des ressources modestes, annonce la publication d'une revue mensuelle dans le format de la *Revue des deux Mondes*. Le premier numéro paraîtra le 31 janvier 1877 (v. s.).

Une commission, composée de cinq membres, est chargée de classer la copie.

Le premier numéro du *Bulletin de Correspondance Hellénique*, fondé par M. Dimot, directeur de l'Ecole française d'Athènes, paraîtra dans le courant de la première quinzaine de janvier.

DEPÊCHES EN DÉPÔT AU BUREAU DE PÉRA

Mois de Novembre.

Adresse	Signature	Provenance
1 F. Petrides	Eustratio	Galatz
2 Christovich	Colombi	Taganrog
3 Crifiti astrapep	Dalaporta	Braila

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

FRANCE.

On lit dans le *Times*:

La prospérité de la France fait l'étonnement de l'Europe et doit exciter l'envie de tous les ministres des finances. Un revenu annuel de 109 millions de livres sterling est, naturellement, loin d'être une bonne chose en soi-même, mais c'est une épreuve merveilleuse de ce que la France peut supporter sans peine.

Après la guerre avec l'Allemagne et la Commune, la plupart des gens s'attendaient à la voir paralysée pendant de longues années. Cela semblait être une déduction raisonnable de ce fait, que la guerre et l'occupation étrangère avait coûté, depuis le commencement jusqu'à la fin, environ 370 millions de livres sterling. La plus grande partie de cette prodigieuse somme avait été dépensée en douze mois, et cela dépeçait d'environ 8 millions de liv. st. l'addition que notre pays fit à sa dette pour la guerre avec la France, qui commença en 1793 et se continua presque sans interruption jusqu'en 1815.

Rien ne peut montrer plus clairement la grande augmentation des frais de la guerre que ce fait, à savoir que pendant vingt-deux ans l'Angleterre a pu non-seulement combattre la plus forte puissance militaire du monde, mais fournir des subsides à ses moins riches alliés pour une somme plus faible que celle que la France a perdue en quelques mois.

Il est vrai que la moitié de sa dépense fut occasionnée par une amende de deux cents millions de livres sterling qu'elle payait à l'Allemagne, et nous pouvons presumer qu'à l'avenir les victorieux auront pour règle d'envoyer aux vaincus une note à payer de leurs dépenses et de quelque chose en sus. Les frais de la guerre seront ainsi augmentés de deux façons.

La seule exception à cette règle sera en faveur des Etats conquis; ils ne pourront pas payer, — fait qui peut être considéré avec profit à Saint-Petersbourg.

Un des objets, en imposant une indemnité pour les frais de la guerre, est de paralyser le pays vaincu, et c'était certainement l'un des motifs pour lesquels l'Allemagne imposa une amende de deux cents millions de livres sterling.

Les malheurs statistiques de l'Allemagne s'aggravent qu'une telle somme, ajoutée aux autres frais de la guerre, serait pour la France un fardeau si écrasant, qu'elle serait forcée de désarmer et qu'il lui serait impossible d'avoir une politique équilibrée.

Beaucoup de surprise et quelques alarmes furent causées par la découverte qu'elle dépensait plus pour son armée qu'elle ne l'avait fait aux jours les plus belliqueux de l'Empire, et qu'elle supportait le prodigieux fardeau de sa dette plus légèrement que l'Allemagne ne supporte une dépense relativement faible.

Le parti militaire, en Prusse, déclarait que l'indemnité avait été trop faible de moitié, et de là le fameux « épouvantail » qui troubla l'Europe aussi bien que la France au commencement de 1875.

C'était une conclusion erronée, car une indemnité réellement écrasante provoquerait la guerre plutôt qu'elle ne l'empêcherait en tentant le pays vaincu à courir les derniers risques, dans l'espoir de se remettre dans une autre campagne.

Mais, quel qu'il en soit, la France encaisse maintenant le plus fort revenu qu'il n'ait jamais eu revu par une nation quelconque en temps de paix. Elle reçoit 34 millions de livres sterling de plus par an que notre pays.

Même en prenant en considération le fait que la population de la France est de 3 ou 4 millions de plus que la nôtre, la différence du prorata de la taxe est immense.

Nous pourrions, sans doute, supporter sans peine un impôt beaucoup plus lourd; et, vraiment, la facilité avec laquelle la France paie 109 millions de livres sterling doit avoir ouvert de nouveaux horizons aux chanceliers de l'Échiquier.

Les Français trouvent le moyen d'obtenir un profit même de leurs colonies, car on estime que l'Algérie en verra près d'un million de livres sterling. Nous, le grand peuple colonisateur, nous n'avons pas l'espoir de réaliser un pareil fait, ni dans nos colonies, ni dans nos dépendances.

En résumé, tout le budget de la France révèle de grandes ressources, mais aussi de lourdes charges. Cependant, quelques années de paix la feront aussi forte, sous tous les rapports, qu'elle l'était avant la guerre avec l'Allemagne.

AFGHANISTAN.

La *Bombay Gazette* du 18 décembre nous informe que le choléra sévit cruellement dans la province de Kaboul (Afghanistan). Plusieurs membres de la famille de l'émir ont succombé. A Kaboul même, les fabriques de soieries et de châles, les bazars, les marchés aux chevaux sont fermés. L'épidémie, qui

fait de grands ravages dans la ville, s'est déclarée également à la citadelle de Bela-Hissar. Le schah Synd-Noor-Ahmed est à toute extrémité.

BELGIQUE.

L'Indépendance belge donne les détails suivants sur les désastres financiers qui ont eu lieu à Bruxelles:

« A la suite de la descente de justice faite, dans les bureaux de l'Union du crédit, en présence de l'inculpé Léon Dées, M. le juge d'instruction Holvoet a fait mettre en liberté provisoire l'inculpé Fürth, ex-administrateur de cette banque, et ce en vertu de l'art. 6 de la loi du 20 avril 1874, sur la détention préventive, article ainsi conçu:

« Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner main levée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se représenter à tous les actes de la procédure, aussitôt qu'il en sera requis. »

« M. Fürth est sorti de la prison des Petits-Carmes.

« On annonce le prochain retour de M. le juge d'instruction Wilmaers. On sait que ce magistrat s'était rendu à Paris pour procéder à l'interrogatoire de M. Emerique, détenu à Mazas. Il revient après avoir rempli sa mission.

« Le juge-commissaire et les curateurs de la faillite de la Société des Bassins houillers ont été reçus par le ministre des travaux publics.

« Cette entrevue a eu pour résultat la rédaction d'une convention qui assure le service des lignes ferrées exploitées par la compagnie faillie.

« On donne comme certain que la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Bruxelles aura bientôt terminé l'instruction relative aux affaires Langrand-Dumoucau.

« Ce n'est que prochainement que la première chambre de la cour d'appel de Bruxelles pourra entamer l'affaire de M. Brauer, de la *Cote libre*, contre l'ex-gouverneur et les ex-administrateurs de la Banque de Belgique.

« Il s'agit de l'appel interjeté par les défendeurs du jugement incident rendu, le 9 novembre dernier, par le tribunal de commerce de Bruxelles, jugement qui déclarait nulle l'assemblée générale tenue le 2 mai par les actionnaires de ladite banque.

« Cette décision avait pour conséquence d'annuler aussi la transaction qui donnait décharge aux administrateurs. »

SUISSE.

LES TRAVAUX AU ST-GOTHARD.

On écrit à l'*Allgemeine Schweizer Zeitung* que, le 24 décembre dernier, sur les 14,900 mètres du tunnel du Gothard, 7,396 étaient percés par la galerie de direction, en sorte qu'à la fin de l'année, la moitié du tunnel serait certainement perforée.

Ce résultat ayant été obtenu en quatre ans, et le travail, dans ces derniers temps, s'opérant de nouveau dans des conditions d'avancement plus favorables qu'au début, personne ne peut plus raisonnablement mettre en doute que le percement complet du tunnel ne soit accompli, au plus tard, en quatre années, c'est-à-dire pour la fin de l'année 1880.

RUSSIE.

Le *Monde russe* du 5 janvier constate de nombreuses faillites à Kowno; le nombre des syndicats de faillite s'élève actuellement à 112. Le bazar est à moitié vide, et sur une quantité de boutiques fermées on peut lire des avis d'huissiers indiquant les jours de vente à l'encan des marchandises qu'elles contiennent.

La *Voie* annonce également des faillites à Moscou et à Penza.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE.

Il résulte du tableau complet des votes obtenus par les électeurs présidentiels aux Etats-Unis que les électeurs démocrates ont obtenu 4,200,187 voix, les républicains 4,043,726, et divers autres candidats à idées particulières 93,364, ce qui donne aux démocrates une majorité de 217,461 voix sur les républicains, et de 154,397 voix sur tous leurs concurrents.

Pour obtenir ce total, on s'est servi des résultats donnés par les *Returning Boards* républicains de la Floride, de la Louisiane et de la Caroline du Sud, et l'on a pris pour base du vote populaire en Colorado, où les électeurs sont choisis par la législature et ne sont pas soumis au suffrage universel, le vote d'octobre dernier. Il ne manque que deux petits comtés: l'un, de l'Alabama; l'autre, du Mississippi.

En s'appuyant sur le vote populaire seul, M. Tilden peut donc prétendre qu'il est élu de préférence à M. Hayes. Le suffrage au second degré, on le sait, ne lui donne, si l'on admet les chiffres républicains, que 184 voix, M. Hayes en ayant 185.

Les doubles législatures de la Louisiane et de la Caroline du Sud ne peuvent exister simultanément; les deux gouverneurs font de leur mieux pour s'installer et se faire obéir sans lutte.

Il est probable que rien ne sera changé à cette situation jusqu'au rapport de la commission mixte du Congrès et à la décision des deux Chambres qui suivra ce rapport, car le président Grant a refusé d'intervenir et d'envoyer de nouvelles troupes.

En Floride, les démocrates se sont vu abandonner le terrain par les républicains. Ils dominent dans les Chambres et ont nommé le gouverneur.

BOURSE

COURS DES FONDS.

GALATIA, le 19 janvier 1877.	
Ouv. du n. c. p. det. P.	12 48
Hansse	12 20
Dette Générale	12 8
5 0 0	
Clôt. du mil.	12 11
Clôt. du soir	12 11
Après Bourse	
Actions S. Gén.	coup. det. L.S. 2 30
de la Soc. d'Ét. de const.	
de valeurs	coup. det. 2 35
de la Banque de Const.	2 36
du Crédit Anstro-Turque	L.T. 2 25
du Crédit Général	L.T. 2 25
Tramway	1 40
Société Commerciale Ottomane	1 40
Laurium, comp. détachée	Fr. 63
Crédit Hellénique (escoum.)	404
Obligations des Chemins de fer	33 3/4
1863, c. détaché	70
1865	72
1869	57
1872	49
1873	55

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres.)	
Livre anglaise	P. 409 30
P.èce de 20 francs	87 36
L'apical russe	88 20
Ducat (Gronov.)	33 20
M. d'ind. blanc (différence)	101 46
B. éhik (différence)	443
Métallique (c. d.)	443
En papier monnaie (c. d.)	453 20
Cuivre	132

Directeur-Gérant N. BOURGEOIS.

ANNONCES

CRÉDIT LYONNAIS
SOCIÉTÉ ANONYME.
CAPITAL FRANCS 75,000,000.
Versé frs. 37,500,000. Réserve frs. 13,656,366 4/5.

LYON PARIS MARSEILLE LONDRES ALEXANDRIE LE CAIRE
etc., etc., etc.

LE CRÉDIT LYONNAIS fait toutes opérations de Banque, avances sur titres, ouverture de comptes-courants contre dépôt de valeurs.
Emission de traites sur les diverses places de France et de l'étranger.
Emission de Lettres de Crédit.
Ordres de Bourse, Garde de Titres.
Il reçoit les versements de fonds et délivre des Bons à Échéance à des conditions avantageuses.
BUREAU A CONSTANTINOPLE
10, Rue Metterliany Yacoud han,
G. BATA.

MINISTÈRE IMPÉRIAL DES FINANCES.

AVIS

Différents terrains sis à Plevna (district de Drama), ayant une superficie totale de 1,700 d-unums et rapportant un loyer annuel de quatre à cinq mille piastres, sont à vendre en bloc par voie d'enchères.
Une somme de cent mille piastres a été déjà offerte, sur les lieux, payable en beshliks et papier monnaie, en quatre termes, à partir du 1^{er} avril, jusqu'à fin décembre 1203 (1877).

Les personnes qui voudraient surenchérir sont invitées à se présenter à la cour des comptes dans les quinze jours qui suivront la date du présent avis.
Constantinople, le 5/17 janvier 1877.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES.

Dimanche prochain, 9/21 janvier, à 10 heures du matin, il sera vendu tout le mobilier garnissant la maison N° 4. Rue Ak, à Péra, (entrée par la rue Doussie).
E. DE CASTRO,
Commissaire-Preneur.

ADMINISTRATION DU MAHSOÛSSÉ.

SECTION DU PETIT CABOTAGE.

AVIS.

A partir de lundi matin, 10/22 du courant, les départs du matin de Prinkipo et celui de Pendik auront lieu un quart d'heure plus tôt.
Constantinople, le 7/19 janvier 1877.

CARROSSERIE PARISIENNE

MAISON MASSÉ

Au Taxim de Péra.

Autorisé à vendre, avec grand rabais, 12 voitures neuves de la maison **Binder** et autres fabriques de Paris, j'engage le public à une nombreuse clientèle à profiter de cette

OCCASION EXCEPTIONNELLE

pour se procurer d'excellentes voitures.
Garanties et à moitié Prix.
La vente durera jusqu'à fin février.
GASTON VIDECOQ.

EN VENTE

A la Librairie **Lorentz et Keil**,
497 — GRAND'RUE DE PÉRA — 497
En face le Passage Oriental.

THE NORTHERN QUESTION

OR
RUSSIA'S POLICY IN TURKEY UNMASKED.

LA QUESTION DU NORD
OU
LA POLITIQUE RUSSSE EN TURQUIE

DEMASQUÉE
Publié chez Henry S. King et Cie
London 1876.

AVIS IMPORTANT

M. Palmieri, artiste en réparation d'objets antiques en pierre et en porcelaine, est de retour de son voyage en Europe.
M. Palmieri répare toutes sortes d'objets antiques et il reproduit les morceaux qui manquent sans qu'on puisse s'apercevoir de la substitution.

Pour plus amples informations s'adresser au magasin de musique de M. Balatti, Grand'rue de Péra.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Lundi, 10 janvier (v. s.) aura lieu l'adjudication des articles ci-dessous mentionnés:
250 tonneaux de soude.
9000 oeuxes d'alun.
10 fûts d'acide chlorhydrique.
25 d'acide nitrique.
Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari Choura le jour sus-indiqué.
Séraskérat, le 17 janvier 1877.

UN PROFESSEUR

DE
LANGUE TURQUE

parlant français et grec et exerçant depuis de longues années à Constantinople, désire donner des leçons de langue turque, par une méthode particulière en 72 leçons. L'élève pourra, après 12 leçons, se convaincre qu'il a acquis une connaissance suffisante de la langue pour se passer d'interprète.
S'adresser au bureau du journal ou au Café du Luxembourg.

NOUVEL HOTEL

F. LOGOTHETI.

Monsieur François Logotheti a l'honneur de prévenir les respectables familles qui désirent prendre des appartements en ville, qu'à partir du premier octobre sa magnifique maison occupée jusqu'à ce jour par Son Exc. Abraham pachà, sera de nouveau ouverte comme hôtel. L'élégance de ses appartements, son confort, son air et sa vue féérique sur la Corne d'Or, le placent au niveau des plus beaux hôtels de l'Europe.
Prix très modérés.

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS

REPRÉSENTATION EXTRAORDINAIRE

Pour la soirée de Mercredi 24 Janvier 1877, à 8 heures du soir

Pour la première fois

UNE COMMANDITE MATRIMONIALE

Comédie inédite en 3 actes et 4 Tableaux

Composée, expressément pour le Théâtre du Gymnase de Paris et de l'auteur, la sollicitation de nombreux amis, a bien voulu faire représenter sur la scène de Constantinople.

DISTRIBUTION DE LA PIÈCE.

EMILE TRAJAN, Associé de la maison Trajan Brutus et C.
ALFRED BRUTUS, Associé de la maison Trajan Brutus et C.
RIPAILLE, Caissier de la maison Trajan Brutus et C.
GROSPOULET, Commanditaire de la maison Trajan Brutus et C.
ISAC MACHABE, Usurier
GÉOMINAR, Hôte
LE PRÉSIDENT du Tribunal de Justice
LE PROCUREUR de la République
MAITRE BANAUER, Avocat
LOYAL, Huissier
UN OFFICIER de Gendarmes
UN GARÇON Tailleur
UN GARÇON Bottier
EUGÉNIE, filles de Gros poulet
ROSE, Modiste
Créanciers, Gendarmes, Jurés, Public.
Époque contemporaine. La scène se passe à Paris au premier et au troisième Actes et au l'Idre au second acte.

La nouveauté du spectacle et le cachet d'actualité de la pièce, rendront cette représentation des plus intéressantes.
L'orchestre, sous la direction de M. RANZONI jouera pendant les entr'actes des morceaux les plus en vogue.

La mise en scène de la pièce est dirigée par l'auteur en personne.

Prix des Places:

Loges Bel-étage 5 médailles
Baignoires 3 médailles
Loges des 2^{es} 1 1/2 médailles
Foyers d'orchestre 1 médaille
Stalles ou Galerie 2/3 de médaille
Entrée générale 1/3 de médaille
Le Gaieté du Théâtre est ouvert pour la vente des loges et billets de la représentation de midi à cinq heures, et le jour de la représentation de dix heures du matin jusqu'au soir.

CONCERT

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE
LADY ELLIOT,

donné en faveur des pauvres par la Société de Bienfaisance

« BONAËTIS »

le 23 janvier 1877, à 8 1/2 heures du soir

dans la salle de la TEUTONIA, avec le gracieux concours de

M^{me} LIVADARI, M^{me} SAUSLEIN, M. J. LANZONI et de plusieurs amateurs.

PROGRAMME

1^{re} PARTIE.
1^{er} Overture — Ouverture à grand orchestre. — C. M. de WEBER.
2^o Sérénade — Chantée par J. Lanzoni avec accompagnement de violoncelle et piano. — BRAGA.
3^o Huguenots. — (Meyerbeer) Fantaisie pour piano, exécutée par M^{me} Sauslein. — S. TAALBERG.

4^o Air de concert. — Chanté par M^{me} Livadari avec accompagnement d'orchestre. — F. MENDELSSOHN, BARTHOLO.

2^{me} PARTIE.

5^o 1^{re} Symphonie. — (mi-hémol-majeur) Exécutée par l'orchestre — HAYDN.
6^o Stabat mat. — (pro peccatis) chanté par M. J. Lanzoni avec accompagnement d'orchestre. — G. ROSSINI.
7^o (a. L'Addio.
8^o (b. Faust. — chanté par M^{me} Livadari avec accompagnement de violoncelle et piano. — (a. ROSSINI. — (b. GOUNOD.
9^o Marche nuptiale. — (Le son d'une nuit d'été) exécutée par l'orchestre. — F. MENDELSSOHN, BARTHOLO.
On peut se procurer des billets, chez MM. Streeter et Bak r. 30. Et chez MM. Adam et Comendinger, Péra. — Prix: 1/2 LT.

AVIS.

Un ancien élève de l'école des beaux-arts de Paris désire donner des leçons de dessin d'ornements, de paysage, d'architecture et de géométrie élémentaire. Il accepterait des élèves aussi bien dans les familles que dans les écoles.
S'adresser

